**MISSION DE SUPERVISION
DU PROJET DE FONDS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL
RAPPORT SUR LES ACTIVITES DE LA COMPOSANTE 4**

**Aboubacary Sow
Consultant**

SOMMAIRE	3
I. CONTEXTE	3
II. OBJECTIFS DE LA MISSION	3
III. EXAMEN DU PROGRAMME D'ACTIVITES 2004	4
3.1. LE PROGRAMME D'ACTIVITES DE LA CS/PLP	4
3.1.1. Réalisations	5
3.1.2. Résultats	6
3.1.3. Exécution budgétaire	6
3.1.4. Recommandations	7
3.2. LE PROGRAMME D'ACTIVITES DE LA DPS	8
3.2.1. Réalisations	8
3.3. LE PROGRAMME D'ACTIVITES DE LA CSO/PLP	10
3.3.1. État de la mise en œuvre du plan d'opérations	11
3.3.2. Exécution financière	15
3.3.3. Recommandations	15
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	16
V. PROPOSITION DE PROGRAMMES D'ACTIVITES 2005	17
5.1. Le Projet de Plan d'actions 2005 pour la CSPLP/MEF	17
5.2. Le projet de plan d'actions 2005 de la CSCO/PLP/MDS	18
ANNEXES	19
PROJET DE PLAN D' ACTIONS 2005 - CELLULE DE SUIVI DU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (CSPLP)	20
PROJET DE PLAN D' ACTIONS 2005 - CELLULE DE SUIVI ET DE COORDINATION OPERATIONNELLE DES PROJETS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (CSCOPLP)	24

I. CONTEXTE

L'Agence du Fonds de Développement Social a été mis en place le 1^{er} décembre 2000 par le Gouvernement du Sénégal avec l'appui de la Banque Mondiale pour concrétiser les orientations contenues dans le Programme de Lutte contre la Pauvreté du Sénégal.

Dans ce cadre, l'AFDS assiste le Gouvernement dans la mise en place d'un système d'information et de suivi des activités relatives à la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté en appuyant notamment la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS), la Cellule de Suivi du Programme de Lutte contre la Pauvreté (CSPLP) du MEF et la Cellule de Suivi Opérationnel des Projets de Programmes de Lutte contre la Pauvreté (CSO/PLP) du Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale (MFDSSN).

Une mission de supervision du Projet de l'AFDS a séjourné au Sénégal en décembre 2004 pour évaluer les performances du projet pour l'année 2004 et examiner avec les autorités des perspectives pour l'année 2005.

Le présent rapport concerne la Composante 4 du Projet intitulée « **Établissement de systèmes de gestion de la lutte contre la pauvreté** », et qui vise à améliorer la capacité du Sénégal en matière de gestion de la lutte contre la pauvreté, dans le cadre aussi bien du projet lui-même que de l'action générale pour la réduction de la pauvreté.

II. OBJECTIFS DE LA MISSION

L'objectif assigné à cette sous Composante conformément au rapport d'évaluation du Projet de Fonds de Développement Social (AFDS) consiste à mettre en place un système d'information sur la pauvreté fiable et efficace.

A cet effet, le Gouvernement avait prévu de mettre en place un système intégré de gestion pour la collecte et l'analyse de données sur la lutte contre la pauvreté en renforçant les capacités des institutions existantes.

Les activités programmées dans cette composante portent sur :

- la réalisation d'enquêtes sur le budget des ménages et de suivi des conditions de vie des populations ;
- la réalisation d'études quantitatives et d'évaluations qualitatives basées sur la participation des bénéficiaires ;
- la réalisation d'une cartographie sur la prévalence de la pauvreté et les interventions en matière de réduction de la pauvreté ;
- la construction de base de données et la sélection d'indicateurs pour la mesure et le suivi de la pauvreté au Sénégal.

La Direction de la Prévision et de la Statistique, la Cellule de suivi du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (CSPLP) du Ministère de l'Economie et des Finances et la Cellule de Suivi et de Coordination Opérationnelle des Projets de Lutte contre la Pauvreté (CSO/PLP) du Ministère du Développement Social (MDS) sont responsables de la mise en œuvre des activités de cette sous composante.

2. Suivi qualitatif ;
3. Suivi de l'articulation entre les politiques sectorielles et le DSRP ;
4. Suivi de la mobilisation des ressources et l'absorption
5. Information et communication.
et des activités de gestion

3.1.1. Réalisations

Suivi quantitatif

- Elaboration d'une liste restreinte d'indicateurs pour le suivi de la SRP ; liste qui a été validée par l'ensemble des partenaires au développement
- Démarrage des travaux d'élaboration des Matrices de Comptabilité Sociale en concertation avec la DPS, la CSO/PLP et tous les autres acteurs impliqués;
- Mise en place de bases de données pour renseigner les indicateurs.
- Activités préparatoires de collecte pour la mise à jour de l'enquête sur les villages

Suivi qualitatif

- Production du rapport annuel d'avancement du DSRP – 2003 qui a été examiné et validé par le Comité de Pilotage du DSRP qui s'est réuni pour la première fois en 2004 sous la présidence du Ministre de l'Economie et des Finances.
- Mise en œuvre du programme d'appui et de sensibilisation des organisations de la société civile qui a permis d'organiser cette dernière autour de quatre composantes : ONG, syndicats, femmes et associations. Chaque composante a déroulé un programme de travail comprenant notamment l'organisation d'ateliers de sensibilisation et de vulgarisation du DSRP aux niveaux national et régional.
- Meilleure prise en compte de la dimension genre dans le suivi de la mise en œuvre du DSRP à travers la mise en place d'un mécanisme institutionnel sous la forme d'un groupe de suivi sur le genre dont les activités ont déjà démarré ;
- Finalisation des outils d'interventions non étatiques à travers les Plans d'Opérations Régionaux (POR) et la réalisation d'une étude sur les interventions non étatiques au niveau des régions ;

Suivi de l'articulation entre les politiques sectorielles et le DSRP

Dans le cadre d'une meilleure articulation entre les politiques sectorielles et le DSRP, il faut noter :

- Les activités visant à renforcer les capacités des ministères techniques et des comités régionaux en matière formulation de projets à travers l'organisation d'ateliers de formation en montage de dossiers de projets ;
- La réalisation d'études complémentaires sur les relations entre les Plans d'Opérations Sectoriels (POS), les Plans d'Opérations Régionaux (POR) et les groupes vulnérables
- L'assistance technique aux ministères sectoriels dans l'élaboration des politiques sectorielles et le montage ;

Suivi de la Mobilisation et l'absorption des ressources

Les activités de suivi de la mobilisation et l'absorption des ressources ont porté pour l'essentiel sur la coordination du processus de formulation et de négociation du Crédit de Soutien à la Réduction de la Pauvreté (CSR), le suivi de la mise en œuvre des réformes budgétaires et financières et la préparation d'un conseil interministériel sur l'absorption des ressources.

Information-communication

Les activités du module Information-communication ont porté sur le lancement des activités du portail pour le développement et la mise en place d'un système automatisé des projets et programmes au Sénégal.

3.1.2. Résultats

Suivi quantitatif

La batterie d'indicateurs pour le suivi du DSRP est déjà disponible. La situation référentielle des indicateurs est déjà validée sur le plan technique et des propositions sont faites en termes d'objectifs chiffrés pour les années 2005, 2006, 2007, 2010 et 2015.

La mise en place des MCS et des bases de données ont connu un certain retard qu'il faudrait rattraper en 2005

Suivi qualitatif

Des progrès notables ont été réalisés en matière de mise en place d'outils pour un suivi qualitatif de la pauvreté surtout en termes de participation et d'implication des organisations de la société civile, notamment des ONG.

Suivi de l'articulation entre les politiques sectorielles et le DSRP

Près de 200 dossiers de projets soumis au MEF pour inscription au PTIP mais des efforts restent à faire pour une meilleure prise en compte des projets du PAP dans le PTIP.

Suivi de la Mobilisation et l'absorption des ressources

La signature du Crédit de Soutien à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (CSR).

Information et communication

Mise en place des groupes thématiques qui travailleront sur le contenu du portail.

3.1.3. Exécution budgétaire

Les financements octroyés en 2004 tels qu'ils apparaissent dans la convention sont évalués à 638, 7 millions de FCFA. Cependant dans le tableau récapitulatif du suivi budgétaire un total de 802,419 millions de FCFA en est ressorti. Il semble que cette récapitulation a intégré l'effort de l'état à travers le BCI (cf. salaire personnel d'appui financé par le BCI).

Ces financements toute origine confondue sont consommés au 30 novembre 2004 à hauteur de 50% soit 399,8 millions de FCFA. Les emplois ont concernés essentielles l'organisation de séminaires et d'ateliers pour 18%, la consommation de services de consultants pour 45,2%, les travaux d'aménagement pour 8%, les acquisitions de matériels informatiques et de mobiliers de bureau et autres consommables pour 6,4% et les charges salariales des personnels experts et d'appui pour 22,4%.

Le niveau d'exécution du budget par module montre que le suivi des enquêtes quantitatives a connu le plus faible niveau d'exécution correspondant à 30% alors que celui lié à la mise en place des MCS est exécuté à 90%.

La programmation pour le budget 2005 montre une diminution de l'enveloppe affectée au suivi des enquêtes quantitatives et une augmentation sensible des ressources prévues pour la MCS et le suivi qualitatif, ce qui est conforme à la tendance observée en 2004.

3.1.4. Recommandations

Suivi quantitatif

- Dans le cadre des activités de collecte de données du module, prendre en compte des indicateurs susceptibles de rendre compte des actions des organisations communautaires de base.
- Pour des questions d'ajustement des financements au niveau de l'élaboration des MCS, la CSPLP aura en charge la réalisation des matrices régionales et la DPS s'occupera de la partie MEGC.

Suivi qualitatif

- Veiller à la pérennité de l'ancrage institutionnel des activités des ONG avec le dispositif institutionnel mis en place au niveau régional pour le suivi de la mise en œuvre du DSRP ;
- Aider à la réalisation des activités liées à la mise en place d'un Observatoire de suivi des activités de la société civile ; (à reformuler)
- S'appuyer davantage sur les services de l'Etat chargés de coordonner l'action des ONG en associant ces derniers au suivi des activités menées par les ONG.

Meilleure articulation entre les politiques sectorielles et le DSRP

- Continuer les actions de renforcer des capacités des ministères en formulation de politique et élaboration de projets à travers les points focaux
- Corriger et réguler les imperfections des politiques et programmes sectorielles et promouvoir un processus de sélection des projets qui valorisent et s'appuient davantage sur les instruments et mécanismes de mise en œuvre et de suivi du DSRP.
- Diligenter les travaux de l'étude sur le financement des POR.

Module information-communication

- Préciser et circonscrire les activités du Portail par rapport aux délais disponibles.
- Renforcer la collaboration avec l'Agence pour le Fonds de Développement Social (AFDS) et les autres projets intervenant dans le domaine de la réduction de la pauvreté en utilisant les résultats et leçons tirées de ces expériences pour la révision du DSRP.

3.2. LE PROGRAMME D'ACTIVITES DE LA DPS

Selon les termes de la Convention N°02B/2002 du 10 décembre 2001, la DPS a pour mission de mettre en place un **système de gestion de l'information sur la pauvreté** à travers :

1. La poursuite de la réalisation de la seconde Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages (ESAM II) ;
2. La réalisation d'une enquête de suivi ;
3. L'équipement de l'observatoire des conditions de vie des populations ;
4. La mise en place d'un réseau producteurs/utilisateurs des indicateurs de développement ;
5. La mise en place d'une base de données (milieux urbain/rural) et d'un tableau de bord sur les indicateurs sociaux ;
6. l'élaboration d'une Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) et d'un Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC).

3.2.1. Réalisations

Les activités du Plan d'actions 2004 de la DPS concernant ces différents aspects sont décrites ainsi qu'il suit.

3.2.1.1. L'ESAM II

La base de données de l'ESAM II comportant toutes les données brutes collectées au cours de l'enquête a été transmise aux différents partenaires au développement.

Un rapport préliminaire sur « la pauvreté au Sénégal, de la dévaluation de 1994 à 2001-2002 » décrivant les tendances, le profil et les déterminants de la pauvreté a été publié en 2003 avec la collaboration de la Banque Mondiale .

Un rapport de synthèse traitant de l'ensemble des thèmes abordés par l'enquête vient d'être validé par les autorités et ce dernier sera publié d'ici la fin de l'année.

Des analyses approfondies sur des thèmes spécifiques pourraient être réalisées en 2005.

3.2.1.2. L'Observatoire des conditions de vie

L'objectif de cet instrument est de permettre un suivi régulier de l'évolution des conditions de vie des populations et de faire des analyses d'impact des politiques publiques.

Un travail diagnostique des besoins en information des principaux acteurs a permis la définition d'une architecture du système d'information devant alimenter l'OCV et l'élaboration d'un plan d'actions qui ont été validés par les autorités.

Sur le plan institutionnel, l'Observatoire sera domicilié à la DPS ET Un projet de décret portant création et organisation de l'Observatoire des conditions de vie est à un stade très avancé dans le circuit administratif.

Le financement de l'Observatoire sera assuré par une dotation budgétaire annuelle de l'Etat et un appui budgétaire des bailleurs de fonds.

Quatre experts ont été recrutés sur le financement du PNUD et l'équipe travaille actuellement sur l'actualisation de la Banque de Données des Indicateurs Socioéconomiques (BADIS), l'extension des indicateurs de la Life Data Base (LDB) et la standardisation des bases de données de la DPS.

L'AFDS doit contribuer à l'équipement de l'Observatoire une fois que le cadre juridique sera en place.

3.2.1.3. Le Réseau producteurs utilisateurs

L'objectif de ce réseau est de promouvoir une utilisation judicieuse des données statistiques produites par un système de production statistique efficace et fiable.

La mise en place du réseau est une activité d'accompagnement à la mise en place de l'Observatoire sur les conditions de vie.

Toutefois, les activités du réseau programmées dans le cadre de la convention AFDS n'ont pas encore connu un début d'exécution. **RAISONS.**

Les contraintes identifiées dans le cadre de la mise en place du réseau portent sur l'insuffisante organisation des producteurs et utilisateurs, le manque de concertation et de coordination, etc.

3.2.1.4. La base de données sur les infrastructures socioéconomiques urbaines

Cette activité reprend, pour le milieu péri-urbain, les objectifs de l'enquête villages réalisée en 2000 par la DPS et qui a servi de base au ciblage des interventions des principaux programmes de réduction de la pauvreté en cours d'exécution.

Pour ce faire, la DPS avait élaboré des termes pour la réalisation de l'activité et ces derniers ont été transmis à l'AFDS. Depuis, aucune autre activité n'est réalisée pour ce volet.

Sa réalisation en 2005 serait d'une grande utilité pour la formulation de la deuxième phase de l'AFDS et la révision du DSRP.

3.2.1.5. L'enquête de suivi de la pauvreté

L'enquête de suivi de la pauvreté est conçue comme une opération légère avec un seul passage. Le contenu de l'enquête fait la synthèse des éléments du QUID, de l'EPPS et de l'ESP.

Programmée depuis 2001, l'enquête a toujours été différée pour diverses raisons. L'activité est encore programmée pour 2005.

3.2.1.6. L'élaboration d'une MCS et d'une MEGC

La MCS permet de retracer l'ensemble des revenus et dépenses de l'économie afin de faire apparaître les mécanismes de répartition. En ce sens, elle constitue un cadre d'analyse des effets des politiques économiques.

Les travaux de réalisation de la MCS et du MEGC ont effectivement démarré en 2004 par l'organisation d'un atelier de formation et de mise à niveau de l'ensemble des acteurs et agents impliqués.

Un programme d'activités a été élaboré en rapport avec la CS/PLP qui assure la coordination technique des deux opérations sur la MCS.

3.3. LE PROGRAMME D'ACTIVITES DE LA CSO/PLP

La Cellule de Suivi et de Coordination Opérationnelle des Projets de Lutte contre la Pauvreté (CSO/PLP) du Ministère du Développement Social (MDS), a la responsabilité de coordonner le volet portant sur la mise en place d'un système de suivi opérationnel des projets et programmes de lutte contre la pauvreté, d'outils d'analyse des performances et de l'impact des différents projets et programmes en activités.

Selon les termes de la convention N°04B/2002 du 12 mars 2003, la CSO/PLP fournit les services ci-après :

1. La conception et la mise en place d'un système fonctionnel de coordination et de suivi des projets et programmes de lutte contre la pauvreté doté d'une base de données en milieu rural et urbain ;
2. L'harmonisation des stratégies d'intervention des projets et programmes à travers des rencontres de partage et cadres de partenariat ;
3. L'organisation et/ou la coordination de missions de supervision, de revues et de suivi-évaluation sur le terrain ;
4. La mise en œuvre d'une stratégie de communication entre les projets et programmes de lutte contre la pauvreté ;

5. L'élaboration d'un programme de renforcement des capacités des agents impliqués dans les fonctions de suivi et la capitalisation des expériences externes de lutte contre la pauvreté, à travers des séminaires de formation et des voyages d'études.

3.3.1. État de la mise en œuvre du plan d'opérations

Le rapprochement des réalisations de la Cellule avec les engagements de la convention sur la base des Objectif spécifique fait ressortir les éléments ci-après :

a) Doter la CSCOPLP de moyens humains et matériels nécessaires ;

Les principales réalisations relatives à cet objectif spécifique portent sur :

- Le recrutement de l'Expert statisticien-économiste chargé de la mise en œuvre du système de suivi et de la coordination des Projets et programmes de lutte contre la pauvreté et la gestion du système d'information ;
- La mise à disposition de la VCSCOPLP de locaux par la Direction du Patrimoine Bâti de l'Etat ;
- La réception des travaux et mise en place des équipements et matériels de bureaux seront finalisés avant la fin du mois de Décembre 2004.

Le retard apporté dans la mise en place des conditions préalables pour un démarrage effectif des activités opérationnelles a beaucoup influé sur les performances de la Cellule. Bien que réalisée avec retard, les activités conduites par la CSCOPLP pour la réalisation de l'objectif spécifique sont en phase avec celles contractuelles et ont contribué à l'amélioration du fonctionnement de la structure. Ces activités gagneraient à être renforcées dans le cadre du plan d'actions 2005 par un renforcement en ressources humaines.

b) Mettre ne place un système fonctionnel de coordination et de suivi opérationnel des PLP

Les activités liées à la réalisation de cet objectif spécifique devaient être pris en charge par le PAREP qui n'a été mis en place qu'au mois d'avril 2004.

De plus la réalisation de cet objectif devait être articulé à celui relatif au Système d'information sur la Pauvreté dont les procédures de montage ont connu un grand retard.

La seule activité réalisée par la cellule pour le compte de cet objectif spécifique consiste à élaborer des TDR pour la conception du Système de Suivi et de Coordination des Projets de Lutte contre la Pauvreté qui ont été soumis à l'AFDS et au PAREP Mai 2004.

En conséquence, on peut retenir que les activités menées par la CSOPLP n'ont pas permis de faciliter la réalisation des résultats attendus pour cet objectif.

c) Elaborer et tenir à jour une cartographie de la pauvreté au Sénégal

On note un retard important dans la réalisation de cette activité car la principale activité réalisée par la CSOPLP depuis l'entrée en vigueur de la convention consiste en d'élaboration des termes de référence.

La Cellule n'a pas besoin de recourir à des services de consultants pour réaliser toutes les activités prévues pour cet objectif. En l'occurrence, elle pourrait mettre à contribution les projets pour ce qui concerne la collecte des données nécessaire pour la cartographie de la pauvreté. Il lui appartiendra tout simplement d'élaborer les fiches correspondantes pour collecter les données.

Ce retard s'explique est lié d'une part, à l'inexistence des compétences au niveau de la Cellule pour prendre en charge cette activité d'autre part, aux difficultés de mobilisation du financement de cette activité entièrement programmé également dans le cadre du PAREP qui n'a été mis en place qu'en Avril 2004.

De l'avis des responsables de la Cellule, toutes les dispositions techniques nécessaires à l'élaboration de la cartographie (outils de collecte, tableaux des villages ciblés et nature des investissements prévus) sont prises en rapport avec les Projets de lutte contre la pauvreté pour l'atteinte de cet objectif en 2005.

d) Promouvoir l'harmonisation des stratégies d'intervention en matière de lutte contre la pauvreté

Les principales réalisations liées à cet objectif spécifique sont :

- La mise en place d'outils nécessaires à la construction d'une vision partagée du secteur à travers l'existence d'un document d'orientation stratégique et d'un dispositif institutionnel d'organisation au niveau national et déconcentré ;
- L'organisation d'un atelier sur le cadre de coordination et de suivi des ONG au Sénégal (en Mai 2004) ;
- La tenue d'un atelier sur l'évaluation des programmes de formation de l'Ecole Nationale des Travailleurs Sociaux Spécialisés (ENTSS) en septembre 2004 avec pour objectif d'adapter les modules de formation aux impératifs de l'environnement institutionnel et des nouvelles exigences d'auto développement ;
- Une Etude de capitalisation d'une expérience de lutte contre la pauvreté dans le département de Bambey intégrant la Promotion des Moyens d'Existence Durable, la Gestion des Territoires villageois et la Gestion des Ressources Naturelles en vue de sa modélisation et de sa répliquabilité dans d'autres zones ;
- Supervision de l'étude d'évaluation réalisée par la Cellule AT/CEPEC sur les stratégies d'intervention du PLCP/BAD en matière d'accès à la Micro-finance et aux Activités Génératrices de Revenus à travers les SDF,
- Participation à la Conférence Internationale de la Banque Mondiale sur les Politiques et Stratégies de Protection Sociale à Helsinki (Finlande) du 07 au 10 juin 2004 ;

La Cellule a participé à plusieurs activités qui contribuent parfaitement à la réalisation de l'objectif spécifique. Toutefois, ces activités n'ont pas été capitalisées pour faciliter l'atteinte des résultats attendus pour cet objectif spécifique par rapport aux projets de lutte contre la pauvreté sous la tutelle du Ministère du Développement Social.

A cet effet, le plan d'actions 2005 pourrait prévoir la réalisation de deux ou trois études d'impacts des projets de lutte contre la pauvreté qui faciliteront sûrement à la réalisation de cet objectif.

e) Participer ou assurer des missions de coordination e de suivi des PLP

Les principales réalisations relatives à cet objectif spécifique sont :

- Production du projet de Rapport-bilan des Programmes de Lutte contre la Pauvreté 2003-2004 ;
- Missions conjointes de suivi de l'état d'avancement des activités du PLCP/BAD avec les différents acteurs institutionnels, les députés à l'Assemblée Nationale et les acteurs à la base ;
- Participation conjointe avec le PAREP et le PLCP-BAD à l'atelier de lancement des activités de l'AFDS à Ziguinchor (Juin 2004) ;
- Supervision des travaux du Comité de sélection du Fonds Micro-Projets de la Mission de Coopération Luxembourgeoise dont la présidence est assurée par la Cellule de Suivi Opérationnel ;
- Supervision des travaux du Comité de sélection du Réseau Afrique 2000/FEM qui ont permis de financer une centaine de micro-projets dans le domaine de l'environnement et de la lutte contre la pauvreté ;
- Préparation et supervision de l'atelier sur la Culture Organisationnelle, le Développement Institutionnel et la Planification Stratégique du PAREP ; qui a permis de partager et d'assurer la recherche des synergies et la coordination des d
- Participation à l'atelier sur la mise en œuvre des Projets et Programmes sous exécution nationale financés par le PNUD (23-25 Juin 2004)
- Participation à la revue conjointe des Projets et Programmes financés par la Banque Mondiale (1er - 02 Juin 2004) ;
- Tenue d'une réunion sur la mise en œuvre des recommandations de la Mission de supervision de la BAD du 16 au 30 mars 2004 relatives à l'évaluation d'étape du PLCP/BAD et aux activités de coordination entre ce dernier et l'AFDS principalement à Kolda.
- Réunion d'information et de coordination sur la matrice de comptabilité sociale avec la Cellule de Suivi du DSRP et la DRS en Août 2004 ;

- Réunion d'information et de coordination sur l'observatoire des conditions de vie des Ménages avec la DPS, le PAREP et l'AFDS.

Globalement, les activités réalisées par la CSCOPLP ont effectivement contribué à la réalisation de l'objectif spécifique retenu dans la convention.

f) Mettre en œuvre une stratégie de communication sociale favorisant l'intégration et la cohérence des stratégies

La mise en œuvre des activités relatives à l'atteinte de cet objectif était liée aux financements du PAREP qui ont tardé à se mettre en place.

Les termes de référence sur la stratégie et le Plan d'Action ont été élaborés et soumis au PAREP depuis septembre 2004.

Toutefois d'autres activités ont été réalisées parallèlement avec le PLCP-BAD, l'AFDS et les structures internes du Ministère à travers les campagnes d'information, de sensibilisation, de lancement d'activités de terrain, de remise de financements et d'évènements spéciaux (journées de la pauvreté etc...)

La CSOPLP semble privilégier des activités liées aux services de consultants qui nécessitent la mobilisation du financement des projets alors que plusieurs activités peuvent être menées au niveau interne et/ou en rapport avec les services déconcentrés du MDSS et les projets du département.

g) Elaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement es capacités des agents impliqués dans le suivi des PLCP

Les activités réalisées pour le compte de cet objectif spécifique portent sur :

- Le Financement d'un programme de formation sur les passations de Marché au Maroc de l'analyste financier de la Cellule de suivi Opérationnel ;
- Le Financement d'un programme de formation en Techniques Administratives et Gestion Electronique de Documents et de Données organisé par l'ISADE au profit de 4 agents de la Cellule de Suivi.

Bien qu'exécuté de façon insuffisante, le programme de formation réalisé semble pertinent par rapport aux résultats attendus.

h) Capitaliser des expériences externes en matière de LCP.

Les principales réalisations relatives à cet objectif spécifique sont :

- La participation à des rencontres internationales et voyages d'études au Maroc et en Espagne sur les stratégies de lutte contre la pauvreté du Coordonnateur de la Cellule de Suivi Opérationnel des Projets de Lutte contre la Pauvreté.

- L'accueil d'une mission au Sénégal du 21 au 28 Octobre 2004 de COGEF-FACEM et ATOUT SUD en vue de définir avec la Cellule de Suivi Opérationnel les conditions de formulation d'un nouveau Programme d'Appui aux Groupes Vulnérables avec une forte implication des Emigrés et l'assistance technique de l'O.I.M.
- La participation de la spécialiste en Genre de la Cellule de Suivi Opérationnel au séminaire d'échanges d'expérience de Kampala (du 25 au 27 septembre 2004) sur la Femme et les questions de développement dans les Etats africains sub-sahariens.

Les activités ainsi réalisées sont pertinentes et participent effectivement à l'atteinte des résultats attendus par rapport à l'objectif spécifique même si la CSCOPLP pouvait mieux faire à travers la réalisation d'études ou l'organisation de rencontres régionales ou internationales d'échange d'expériences sur la LCP.

3.3.2. Exécution financière

Les financements octroyés entre 2003 et 2004 soit 331, 8 millions de FCFA ne sont absorbés qu'à 51%, une performance qui est surtout due aux acquisitions de matériels, aux travaux de réhabilitation et aux charges salariales du personnel.

Les activités opérationnelles de la Cellule portant entre autres sur la mise en place d'un système de suivi, les études et évaluation d'impact des interventions en matière de réduction de la pauvreté et les échanges d'expérience pour lesquelles le financement a été mis en place n'ont pas été prises en charge de façon appropriée.

3.3.3. Recommandations

En dépit de la mise en place tardive du budget de la Cellule de Suivi Opérationnel dû à une instabilité institutionnelle, de l'absence de locaux fonctionnels dans les délais requis et de l'insuffisance des moyens humains, matériels et financiers, la Cellule de Suivi Opérationnel n'a pas mener toutes les activités programmées en 2004.

Le recrutement d'un expert statisticien économiste chargé du système d'information et du système de suivi opérationnel ainsi que la disponibilité des locaux fonctionnels, constituent un début de solution au renforcement des capacités de la Cellule. Toutefois d'autres efforts devraient être faits pour doter la Cellule de Suivi Opérationnel des profils de compétence appropriée susceptibles de l'accompagner dans la mise en œuvre de son plan d'opération et assurer une meilleure pérennisation de ses moyens d'intervention gage de la durabilité des activités des projets de lutte contre la pauvreté du Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale.

Il s'y ajoute que son positionnement institutionnel actuel caractérisé par un système de financements gérés directement par des programmes qu'elle est appelée à suivre et évaluer n'est pas de nature à lui permettre d'assurer réellement son leadership technique et stratégique conformément à ses missions et son rôle d'interface entre le Ministère, les Programmes et les différents partenaires au développement.

L'exercice de comparaison des activités réalisées par rapport à celles qui sont contenues dans la convention indique que si la tendance n'est pas inversée, la CSOPLP risque de ne pas

atteindre l'essentiel des résultats attendus par rapport aux différents objectifs précités. Il en ressort la nécessité pour la Cellule de recentrer son action sur un certain nombre d'activités clés pour la réalisation des objectifs contractuels.

Pour maximiser l'atteinte des objectifs fixés à la CSOPLP dans la convention de financement par rapport au plan d'actions 2005, cette dernière devra démontrer sa capacité à utiliser avec plus d'efficacité les ressources mises à sa disposition.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

En référence aux termes des trois conventions susmentionnées, la CS/PLP a connu un niveau d'exécution de ses activités relativement satisfaisantes comparées à ceux de la CSO/PLP et de la DPS.

En effet, les indicateurs quantitatifs de suivi de la pauvreté ont été confectionnés, des progrès non négligeables ont été fait en matière de mécanisme de suivi qualitatif et un effort considérable a été fait en matière d'articulation des politiques sectorielles au DSRP.

Par contre, il reste encore des choses à faire en matière d'activités de mobilisation et d'absorption de ressources et le programme d'activités 2005 devrait mettre l'accent sur cet aspect.

Sur l'ensemble des activités programmées par la DPS dans le cadre de la convention pour la mise en place d'un système de gestion de l'information sur la pauvreté, seule la poursuite de l'ESAM a été réalisée de façon satisfaisante. Les activités de l'Observatoire des conditions de vie ont démarré timidement. Par contre, l'enquête de suivi de la pauvreté, la base de données socioéconomiques et le réseau producteurs-utilisateurs n'ont pas connu un début d'exécution.

Cette situation s'explique par de multiples raisons parmi lesquelles un retard dans la mise en œuvre de la convention, des problèmes liées aux procédures de décaissement, les lenteurs observées dans la restructuration de la DPS et des difficultés liées à l'établissement des priorités.

V. PROPOSITION DE PROGRAMMES D'ACTIVITES 2005

Les propositions de plans d'actions disponibles concernent la Cellule de Suivi du Programme de Lutte contre la Pauvreté du Ministère de l'Economie et des Finances (CSPLP/MEF) et la Cellule de Suivi et de Coordination Opérationnelle des Projets de Lutte contre la Pauvreté (CSCOPLP) du Ministère du Développement Social (CSCO/PLP/MDS). Celui de la DPS ne nous est pas parvenu. Les propositions décrites ci-après doivent bien sûr être validées par les responsables des cellules concernées.

5.1. Le Projet de Plan d'actions 2005 pour la CSPLP/MEF

Les grandes lignes du plan d'actions 2005 de la CSPLP s'articule autour des cinq modules analysés ci-dessus

Suivi quantitatif

- activités de collecte et de mise à jour des données des indicateurs ;
- démarrage de la collecte pour les MCS par le dénombrement des activités en région ;
- réalisation de monographies régionales dans le cadre de l'élaboration des MCS régionales ;
- élaboration des comptes d'exploitation ;
- mise à jour de l'enquête villages ;
- ateliers de formation
- renforcement des outils de suivi quantitatif

suivi qualitatif

- mise en œuvre du Plan d'action du groupe de travail genre dans la mise en œuvre du DSRP ;
- poursuite du partenariat avec la Société Civile ;
- mise en œuvre du Plan d'action du Groupe PMA en concertation avec le cabinet du MEF ;
- poursuite du partenariat avec les autres départements ministériels ;
- édition des EPPPS ;
- mise en place de la base de données qualitatives ;
- étude sur la stratégie de communication et mise en place de la stratégie ;
- mise en place du dispositif de suivi qualitatif et décentralisé ;
- évaluation participative de la mise en œuvre du SRP (EPPS 2005)
- Mise à jour de la SRP

Suivi de l'articulation entre les politiques sectorielles et la SRP

- Organisation d'une série d'ateliers portant sur l'élaboration des Plans d'opérations Sectoriels (POS), l'évaluation de la mise en œuvre des actions et la mise à jour des plans d'actions sectoriels sera organisé ;
- poursuite de l'appui aux comités sectoriels de suivi : formation, assistance technique et formulation de projets ;
- réalisation d'études complémentaires.

Suivi de la mobilisation et de l'absorption des ressources

- Un atelier de partage et d'échanges avec les directions financières/MEF et services dépeniers pour examen du système ;
- Réalisation d'une étude sur les procédures et pratiques des bailleurs aux plans global et sectoriel en vue de l'élaboration d'un plan d'action
- voyages d'études pour s'inspirer des expériences des autres pays (Ouganda, Vietnam, etc.) sur le système de suivi de l'exécution des dépenses de pauvreté et d'autres aspects touchant à la SRP.

Information – Communication

- réaliser deux études liées à l'environnement des NTIC au Sénégal ;
- présentation du 1^{er} prototype et la mise en route du portail au développement.
- Déploiement du système Automatisé de suivi des projets et programmes.

5.2. Le projet de plan d'actions 2005 de la CSCO/PLP/MDS

Les grandes lignes du projet de plan d'actions 2005 de la CSCO/PLP/MDS s'articulent ainsi qu'il suit :

1. Le développement d'un plan de développement stratégique pour la Cellule afin de renforcer son positionnement institutionnel et favoriser la pérennité de ses activités ;
2. La réalisation étude portant sur « la mise en place d'un système de suivi des PLP » sur la base d'un analyse des systèmes d'information existant au niveau de chaque projet ou programme ;
3. La réalisation des activités liées à la mise en place de la cartographie des interventions en matière de lutte contre la pauvreté au Sénégal
4. La réalisation d'une étude comparative des stratégies d'intervention des projets de lutte contre la pauvreté ;
5. Le développement et la mise en œuvre de la stratégie de communication sociale favorisant l'intégration et la cohérence des stratégies
6. L'organisation de rencontres et de voyages d'études visant à favoriser des échanges et capitaliser les expériences en matière de réduction de la pauvreté.

PROJETS DE PLANS D' ACTIONS 2005

PROJET DE PLAN D'ACTIONS 2005 - CELLULE DE SUIVI DU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (CSPLP)

MODULES	ACTIVITES DE LA CSPLP/ MEF	PERIODE D'EXECUTION	BUDGET (estimatif)	RESULTATS ATTENDUS	OBSERVATIONS
SUIVI QUANTITATIF	▪ Matrices de Comptabilité Sociales	Janv-sept	10 000 000 Fcfa	Données disponibles	
	▪ Monographies régionales		7 500 000 Fcfa	Données disponibles	
	▪ Elaboration des comptes d'exploitation				
	▪ Etude sur l'articulation du budget de l'état aux objectifs de la SRP	A partir de Janv.	10 000 000 Fcfa		
	▪ Revue des dépenses publiques de pauvreté	En 2005	10 000 000 Fcfa		
	▪ Modélisation de Investissement/ Croissance / Pauvreté	En 2005	20 000 000 Fcfa		
	▪ Ateliers régionaux pour la préparation de la mise à jour de l'enquête villages	Janv.- fev	5 000 000 Fcfa		
	▪ Ateliers de formation	A partir de Mars	10 000 000 Fcfa		
	▪ mise en œuvre du Plan d'action du groupe de travail genre dans la mise en œuvre du DSRP		10 000 000 Fcfa		
	SUIVI QUALITATIF ET PARTICIPATIF	▪ poursuite du partenariat avec la Société Civile		PM	
▪ mise en œuvre du Plan d'action du Groupe PMA en concertation avec le cabinet du MEF			PM		
▪ poursuite du partenariat avec les autres départements ministériels			PM		
▪ édition des EPPPS			10 000 000 Fcfa		
▪ mise en place de la base de données qualitatives			10 000 000 Fcfa		
▪ mise en place du dispositif de suivi qualitatif et décentralisé			25 000 000 Fcfa		
▪ évaluation participative de la mise en œuvre de la SRP			20 000 000 Fcfa		
▪ (EPPS 2005)			60 000 000 Fcfa	PM	
▪ Rapport d'avancement 2004			10 000 000 Fcfa	PM	

MODULES	ACTIVITES DE LA CSP/LP/ MEF	PERIODE D'EXECUTION	BUDGET (estimatif)	RESULTATS ATTENDUS	OBSERVATIONS
SUIVI DE L'ARTICULATION ENTRE LES POLITIQUES SECTORELLES ET LE DSRP	<ul style="list-style-type: none"> mise à jour de la SRP 	a	70 000 000 Fcfa	PM (révision PAP – ateliers et études)	2 ateliers seront organisés en raison du nombre élevé de participants (les représentants des Comités ministériels de suivi, les services du MEF,...)
	<ul style="list-style-type: none"> atelier d'élaboration des POS 	Février Mars	8 750 000	- La mise en œuvre des POS est évaluée - des dossiers de projets à inscrire dans le budget 2006 sont identifiés	Les formes d'appui sont diverses : technique, logistique (équipements informatiques,...)
	<ul style="list-style-type: none"> poursuite de l'appui aux comités sectoriels de suivi 	Permanente	PM Cf coûts (achat équipements informatiques, atelier d'élaboration des POS, autre assistance technique,...)	- Les capacités des comités ministériels de suivi sont renforcées - efficacité du dispositif de suivi de la mise en œuvre du DSRP	Les études sont programmées après l'identification des thèmes qui nécessitent un approfondissement Au moins deux (2) études seront menées
SUIVI DE LA MOBILISATION ET L'ABSORPTION DES RESSOURCES ¹	<ul style="list-style-type: none"> études complémentaires/suivi articulation POS-DSRP 	Février – Septembre	10 500 000 Fcfa	Des questions spécifiques sont analysées en vue de l'amélioration des interventions	
	<ul style="list-style-type: none"> 2 à 3 ateliers de partage et d'échanges avec les directions financières/MEF et services dépendants pour examen des difficultés liées à la dépense publique (obstacles à l'exécution des crédits et à la passation des marchés) 	Janvier-février Mars-avril	7 652 000 F CFA	- Taux d'absorption augmenté - Célérité dans l'exécution de la dépense publique	2 100 000 F CFA

MODULES	ACTIVITES DE LA CSPLP/MEF	PERIODE D'EXECUTION	BUDGET (estimatif)	RESULTATS ATTENDUS	OBSERVATIONS
INFORMATION COMMUNICATION	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Portail, site WEB 		A préciser		
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Suivi automatisé 		A préciser		
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ mise en place de la stratégie de communication 	A préciser	8 000 000 Fcfa	La SRP est largement partagée	Les résultats de l'étude sur la stratégie de communication indiqueront les modalités et supports pour la mise en oeuvre de la stratégie
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ acquisition de logiciels 		23 000 000 Fcfa		
ACTIVITES DE GESTION	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réfection et aménagement des locaux des services régionaux de la Statistique 		16 917 166 Fcfa		1 500 000 Fcfa par région
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ordinateurs complémentaires pour les points focaux ministériels et régionaux 		7 500 000 Fcfa		
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Equipement de la salle informatique de la CSPLP/MEF + achat de coffre 		3 000 000 Fcfa		